

Le Président de l'ICPA témoigne devant le Comité permanent de la Chambre des communes

OTTAWA, le 17 avril 2012 — Dans le cadre d'une présentation au Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire de la Chambre des communes David McInnis, Président et chef de la direction de l'ICPA, a présenté une vision destinée à créer des emplois et améliorer la rentabilité du secteur agroalimentaire. Ses commentaires ont évoqué les possibilités que représente une approche axée sur les « systèmes alimentaires » permettant aux partenaires des chaînes d'approvisionnement de travailler ensemble pour répondre aux besoins alimentaires des consommateurs.



La présentation de M. McInnis figure ci-après.

Bonjour. Je représente l'Institut canadien des politiques agroalimentaires, organisme indépendant et apolitique. Notre raison d'être est de favoriser un dialogue sur des enjeux et de présenter des solutions de rechange devant permettre au secteur agroalimentaire d'être plus prospère.

Quelles sont les conditions essentielles à la création d'emplois et au maintien du rendement dans tout le secteur agroalimentaire ? Nos consultations nous ont appris que pour atteindre « un excellent avenir alimentaire » il faut :

- Transformer notre façon de collaborer ;
- lier le succès économique, la santé publique et la durabilité afin de créer des occasions ; et
- harmoniser les politiques et stratégies de façon à soutenir ces changements.

Ces trois conditions sont essentielles au Canada et à la marque alimentaire « Canada ». Ces concepts sont tirés d'un rapport que nous avons publié en 2011 intitulé [*La destination du secteur agroalimentaire canadien : Une nouvelle approche stratégique*](#).

En résumé, notre travail consiste à promouvoir une approche axée sur un système alimentaire. Le « système alimentaire » inclut les acteurs des chaînes d'approvisionnement et leurs interactions.

Pour les chaînes d'approvisionnement, il s'agit en outre de l'impact que peuvent avoir sur elles d'autres intervenants essentiels à leur succès, ou de leur dépendance à l'égard de ceux-ci. Parmi ces intervenants l'on compte, entre autres, les trois paliers de gouvernement, les fournisseurs de technologies et de services informatiques, les chercheurs et scientifiques, les innovateurs et les conseillers financiers, les nutritionnistes et éducateurs, les secteurs de la santé publique et de la santé animale, les services environnementaux, le transport ainsi que les secteurs portuaire et de la logistique.

Une approche « système alimentaire » fait aussi référence aux interactions plus productives entre

ces acteurs de telle sorte que nous puissions être les plus aptes à répondre aux besoins alimentaires des consommateurs.

Le [diagramme](#) suivant (présenté aux fins du dossier) offre une perspective sur la question. Il démontre comment l'« alimentation » crée un lien entre le gouvernement et les chaînes d'approvisionnement. À la droite du diagramme figurent les priorités politiques possibles des gouvernements. Sur la gauche on retrouve des priorités suggérées pour le secteur agroalimentaire.

Permettez-moi de m'attarder brièvement sur ce diagramme en commençant par la « santé » :

Santé :

La réduction des coûts des soins de santé constitue une priorité pour les gouvernements. Pour y arriver, il faudra miser de plus en plus sur la « prévention ». Les maladies chroniques comptent pour quelque 40% des coûts des soins de santé.

Le régime alimentaire est la clef de voûte de la prévention. Des régimes améliorés, parmi d'autres changements d'habitudes de vie, peuvent prévenir jusqu'à 90% du diabète de type II et 80% des maladies du cœur.

Satisfaire l'intérêt croissant porté à la nutrition et à « ce que l'on mange », voilà l'occasion qui se présente pour le secteur agroalimentaire. Les priorités en agroalimentaire et en santé peuvent concorder. Pulse Canada, par exemple, cherche à stimuler la demande pour les légumineuses à grain à titre « d'ingrédient », comme l'ajout des légumineuses aux pâtes alimentaires pour ainsi doubler leur teneur en fibre et augmenter de 25% leur apport en protéines. On y travaille en collaboration avec les chercheurs, écoles culinaires et professionnels de la santé afin de promouvoir les légumineuses à grain auprès des consommateurs.

Le Vancouver métropolitain a adopté une stratégie axée sur un système alimentaire qui lie la viabilité des entreprises agricoles à l'accessibilité de fruits et légumes pour les citoyens. Il nous faut réfléchir sur la façon d'exploiter ce potentiel au moyen des stratégies de Cultivons l'avenir 2 et du Cadre sur la santé du Canada.

Commerce :

Le Canada s'affaire à accroître l'accès aux marchés pour ses produits d'exportation. L'« accès » ouvre la porte. Il faut en outre savoir cultiver la « demande » pour nos produits et aliments à valeur ajoutée.

Afin de concurrencer les pays exportateurs dont les coûts sont moindres ainsi que les exportateurs de qualité supérieure, il faut que les consommateurs étrangers veuillent « acheter canadien ». Il faut à tout prix promouvoir les attributs exclusifs des aliments canadiens.

Le prix, la qualité, la sécurité et la fiabilité de l'approvisionnement demeurent des atouts importants. Toutefois, les consommateurs, les détaillants et les transformateurs s'intéressent de plus en plus à la « façon de faire les aliments », de l'empreinte écologique à l'absence d'hormones dans les aliments.

La réussite à l'exportation dépendra de notre capacité d'offrir des produits reflétant ces attributs.

Et la traçabilité est un outil efficace servant à démontrer cette proposition de valeur.

Bioéconomie :

La bioéconomie pourrait se révéler être le moteur de l'innovation de l'avenir. La transformation de solutions bio en occasions d'affaires devient alors prioritaire.

La bioéconomie constitue une assise permettant de trouver de nouvelles sources de revenus tout en réduisant les intrants et les coûts d'exploitation.

Par exemple, un transformateur de pommes de terre du Manitoba offre ses déchets de pomme de terre à une entreprise de biotechnologie que celle-ci utilise pour fabriquer des résines plastiques biodégradables qui servent à l'emballage et au moulage par injection. Tout le monde y gagne.

Dans le secteur du bétail, des bio digesteurs sont utilisés pour produire des biogaz et de l'électricité à partir du fumier, ce qui permet de réduire les coûts d'énergie et de créer de nouveaux revenus résultant de la vente d'électricité à la centrale locale.

La recherche joue le rôle de catalyseur. L'Université de la Saskatchewan a découvert un pesticide bio qui provient de la graine de moutarde.

Nous devons étudier de manière systématique les composés des aliments en vue de déceler des applications bio possibles.

En améliorant la viabilité des producteurs, grâce entre autres au recours à des solutions bio, il se peut que des programmes liés aux risques d'exploitation deviennent moins nécessaires (tels Agri-stabilité).

L'amélioration de l'efficacité de ces programmes engendre des économies pouvant servir à financer ce type d'innovation. Nous considérons de telles initiatives comme des investissements dans un des secteurs stratégiques du Canada, celui de l'agroalimentaire.

Environnement:

L'environnement est important et la gestion de l'eau et du carbone constitue une priorité. À cause du changement climatique, cette préoccupation est essentielle si l'on veut pouvoir compter sur un approvisionnement alimentaire fiable. La recherche est d'importance vitale pour les agriculteurs car elle leur permet de constamment s'adapter au moyen, par exemple, de cultures résistantes à la chaleur et à la sécheresse.

Détaillants et transformateurs établissent des cibles à atteindre en matière d'usage de l'eau et de réduction du carbone et ils comptent sur les producteurs dans leur chaîne d'approvisionnement pour y arriver. La gestion de l'eau et du carbone continuera de façonner les stratégies liées à l'environnement et la compétitivité.

Industrie:

Si le but est d'être concurrentiel, la promotion d'un climat d'affaires attrayant doit être priorisée. L'environnement réglementaire en est une composante importante. Les règlements ont « cycle de vie ». Nous devons constamment nous demander si tel ou tel règlement permet toujours d'assurer la sécurité et la compétitivité du Canada.

L'harmonisation constante et la mise à jour des règlements, et l'émulation des meilleures pratiques en la matière, sont de rigueur. Le changement est possible tel le démontre la démarche importante récente visant l'amélioration de l'environnement réglementaire Canada – USA.

R&D:

La commercialisation de la recherche et du développement (R&D) financés par l'État dépend en partie du bon fonctionnement des partenariats publics – privés. Une telle situation permet d'atténuer les risques inhérents à l'innovation.

Faisons-en la démonstration à l'aide d'un « champignon mieux portant ». Un important transformateur de l'Ontario y est arrivé en travaillant de près avec un champignoniste et un centre d'innovation financé par le gouvernement (Vineland Research and Innovation Centre) afin de créer un champignon plus nutritif pour usage dans les potages et les sauces.

Le transformateur en a bénéficié en fournissant un produit attendu. L'agriculteur en a profité parce que la demande du consommateur avait déjà été identifiée par un transformateur bien disposé. Le centre d'innovation en a profité puisqu'il devait pouvoir compter sur la chaîne d'approvisionnement pour commercialiser le champignon « amélioré ».

Ensemble, ces partenaires ont réduit leur risque individuel à l'innovation.

La graine de lin pourrait-elle prévenir les maladies cardiaques ? Des essais cliniques sont en cours pour trouver la réponse. Cet effort fait appel au concours d'Agriculture et agroalimentaire Canada, de l'Hôpital de St-Boniface, de l'Université du Manitoba, et de Santé Canada, et une entreprise de transformation surveille de près la démarche. Un examen systématique de tous les composants alimentaires afin d'identifier de nouveaux produits devrait constituer une priorité de recherche.

Tourisme:

Plusieurs priorités pourraient être signalées dans un tel programme alimentaire, mais la chose à retenir est de constater à quel point « l'alimentation » crée des liens au sein même du gouvernement.

Un dernier exemple concerne le tourisme. « Des aliments canadiens » ajoutent à l'image de marque du pays. Il ne faut donc pas se surprendre qu'une fois le printemps arrivé, la saison des sucres au Québec prenne la vedette sur le site Web de Tourisme Canada.

La promotion des aliments produits localement favorise le tourisme, ce qui est bon aussi pour les agriculteurs, transformateurs et restaurants locaux, et l'économie locale. La question stratégique à poser est la suivante : « Qu'est-ce qui empêche les aliments locaux de dépendre le Canada comme une destination gastronomique de choix ? » Je pense que chacune des régions du pays en aurait long à dire à ce sujet.

Les enjeux alimentaires recoupent plusieurs champs politiques. Pour créer des résultats où tout le monde y trouve son compte, une stratégie alimentaire se doit d'être inclusive. En résumé, nous devons être systématique dans notre conception d'une stratégie axée sur les systèmes alimentaires.

Conclusion :

Les enjeux alimentaires touchent de nombreuses sphères politiques. Les acteurs sont tous reliés. Nous pouvons créer des occasions économiques, améliorer la santé publique et créer des écosystèmes durables.

Le Canada peut exceller plus que tout autre en ce domaine : nous collaborons aisément. Mais il faut agir. Il faut créer une « stratégie axée sur les systèmes alimentaires ». Établir des cibles et des indicateurs pour en mesurer l'atteinte va nous inciter à agir. Le Canola Council marque le pas en ce domaine.

Nous ne suggérons pas que le gouvernement devrait dicter la conduite des chaînes d'approvisionnement. Chacune de celles-ci devrait créer ses propres cibles. Le gouvernement peut inspirer le changement en établissant des cibles plus larges. Il peut en outre établir des cibles dans ses propres domaines de compétence.

Il ne s'agit pas non plus d'élaborer des énoncés de « vision » décrivant ce que nous souhaiterions accomplir. Il faut dès aujourd'hui lancer un dialogue sur ce que devrait être la « destination » agroalimentaire du Canada pour l'avenir, là où nous voulons nous retrouver.

Nous sommes d'avis que nous avons devant nous un bel avenir alimentaire. Que voulons-nous réaliser ? Cherchons-nous à doubler la valeur de nos exportations d'ici une certaine date ? Devrions-nous viser à combler un certain pourcentage de nos propres besoins alimentaires ? Si tel est le cas, que nous faut-il pour y arriver ?

Voilà le genre d'échanges requis si l'on veut mieux aligner nos politiques et pratiques afin d'inspirer le rendement.

Je vous remercie.

Illustration partielle démontrant la façon dont les systèmes alimentaires, de concert avec les chaînes d'approvisionnement et autres intervenants, peuvent contribuer aux priorités de différents ministères, créant des résultats positifs pour tous.

Une stratégie de systèmes alimentaires pour le Canada

